

T'OKUP!

Agenda-journal interstitiel de la mouvance anarch@-alternat@-intersquat-féministe-antifa-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)

n° 48 (décembre 2004)

Gratuit bien sûr

www.squat.net/ea

PRÉSENTATION > Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup! essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus), souvent en reprenant des tracts ou des communiqués écrits par différents groupes, parfois en laissant la place à des textes individuels. Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros sont consultables sur le net. **Contact:** c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne
Inscription sur la liste de mail (à partir du site internet) pour être régulièrement informéE des activités de l'Espace autogéré.

ASILE: déclaration de guerre

«A partir du 2 janvier à minuit, ce sera la guerre». Ces paroles sortent de la bouche du conseiller d'Etat UDC Jean-Claude Mermoud, qui les a prononcées lors de sa dernière rencontre avec la Coordination Asile où était abordé le problème des requérant-e-s débouté-e-s.



Visiblement inspiré par Georges Bush et son succès électoral, Jean-Claude Mermoud va donc mener sa guerre et l'année 2005 débutera sous le signe du canon.

Evidemment, on ne verra pas l'armée dans les rues, ni des barrages à tous les carrefours, ni les masques à gaz à la Migros. Rien de tout cela. Cette guerre se fera à la suisse, en toute discrétion. Le bon citoyen travailleur dormira sur ses deux oreilles lorsque la gendarmerie fera ses rafles pour arrêter les célibataires et les familles de réfugié-e-s.

Pour justifier sa politique, le Canton de Vaud s'est jusqu'à maintenant toujours abrité derrière les décisions venues de l'Office Fédéral des Réfugiés dirigé par Christophe Blocher. Ce dernier préconisant l'usage de matraques électriques contre les réfugié-e-s, il y a évidemment peu d'espoir à avoir de ce côté là. On aurait donc pu espérer une mobilisation des conseillers/ères d'Etat de

suite en page 2 >>>

World economic forum de DAVOS. Contre la rencontre annuelle des élites mondiales et leurs politiques

"Taking responsibility for tough choices". Assumer la responsabilité de décisions dures. C'est à cette enseigne que se réunissent fin janvier responsables économiques et politiques pour la prochaine réunion annuelle du WEF à Davos. Ils veulent prendre de nouvelles décisions dures contre les intérêts des oppriméEs et des exploitéEs, accélérer la redistribution de ceux et celles d'en bas vers ceux en haut et renforcer l'oppression et l'exploitation.

Pour protéger ce club privé de puissants, la moitié du canton des Grisons est occupé et bouclé pendant le déroulement de la rencontre annuelle du WEF par des milliers de policiers suisses et allemands, ainsi que par des milliers de soldats.

Mais le désir d'un monde sans guerre ni oppression n'est pas si facile à réprimer à coups de matraques et trouve toujours moyen de s'exprimer. C'est pourquoi nous appelons à une grande manifestation à Berne. Nous refusons la politique d'escalade, de militarisation et d'intimidation des autorités, des forces de l'ordre et des médias. Nous voulons une manifestation à laquelle touTEs puissent participer sans avoir peur: jeunes et vieux/vieilles, hommes et femmes, syndicalistes, migrantEs, handicapéEs, etc.

Non au WEF et à sa politique antisociale!
Contre l'oppression sexiste!
Contre les discriminations racistes! Même droits pour touTEs!
Contre toutes les guerres!

Alliance anti-WEF (appel complet sur www.antiwef05.ch)

Samedi 22 janvier 2005 - 13h30
Waisenhausplatz - Berne
(demande d'autorisation déposée)

Mission femmes en Palestine

C'est début octobre que nous, 9 femmes militant dans différentes organisations (Femmes en noir et Collectif Urgence Palestine Vaud et Genève), nous sommes rendues en Cisjordanie. Nous voulions rencontrer des femmes palestiniennes et récolter des témoignages liés aux conséquences de l'occupation. Nous avions pour but de soutenir des projets réalisés par des femmes palestiniennes; permettant ainsi d'élaborer des stratégies en vue d'une lutte commune.

La force que nous avons en face de nous utilise des moyens militaires, la torture, l'oppression sociale, économique, sexiste et politique afin d'étouffer toute résistance et volonté d'autonomie.

Il s'agit de la 15^{ème} mission suisse de solidarité avec le peuple palestinien, mais c'est surtout la première mission réservée et orientée exclusivement sur les femmes palestiniennes.

Nous nous posons de nombreuses questions. Nous voulions avoir une meilleure compréhension du conflit. Comment est-il vécu par les femmes? Quels sont leurs places et rôles dans la société? Comment les femmes s'organisent-elles depuis la 2^{ème} Intifada, et quel rôle

suite en page 2 >>>

MISSIONS CIVILES pour la protection du peuple palestinien

Devant la démission des gouvernements occidentaux et des Nations-Unies, des composantes de la société civile internationale ont pris l'initiative d'organiser des missions civiles afin de constituer une force symbolique de protection de la population palestinienne.

Si vous êtes intéressé-e-s, vous pouvez contacter le Collectif Urgence Palestine-Vaud, case postale 5724, 1002 Lausanne.

<http://www.urgencepalestine-vaud.ch>

ont-elles dans la résistance ? Quel espace démocratique ont-elles ? Quelles alternatives proposent-elles ? Pourquoi n'y-a-t-il pas plus de femmes dans les négociations pour la paix ? Existe-t-il des actions communes entre femmes palestiniennes et israéliennes contre l'occupation ?

Nous n'aurons pas de réponses à toutes nos questions mais ce voyage a été pour moi et sans doute pour les autres 8 femmes de la mission, une expérience des plus fortes et des plus riches sur le plan humain et sans frontière avec un peuple occupé, opprimé et emprisonné sur ses propres terres.

Le mur de l'apartheid: une stratégie d'annexion et d'isolement

Dès le 2^{ème} jour j'ai été confrontée à la vision d'horreur qu'est le mur. Ce mur, soi-disant de sécurité, coupe en 2 des agglomérations, isole ses habitantEs et les enclave dans une prison à ciel ouvert. Certains villages sont intégralement entourés et ainsi voués à une mort lente: ravitaillement, difficile, plus de possibilité de communication avec l'extérieur, pas de sorties sans passer par les check-points, etc...

Le mur de l'apartheid, c'est un mur formé d'immenses dalles de béton mesurant 9m de haut ou des barrières verrouillées et électrifiées. Il faut savoir que le mur étend impunément son tracé sur le territoire palestinien, annexant ainsi des terres et des points d'eau, nécessaires à leur survie. Je ne peux qu'inviter les lecteurs/rices à consulter une carte sur l'avancée du mur (par exemple sur www.stopthewall.org). La géométrie tortueuse faite de boucles et de courbes raflant tout ce qui est fertile renseigne bien sur le dessein réel de l'existence de cette construction: c'est aussi un mur d'isolement et d'intimidation. Isolement pour couper le peuple palestinien de tout contact extérieur.

Il y a aussi les check-points. Essayez de vous imaginer une barrière, avec mirador et militaires arrogants, qui se trouve sur une route que vous empruntez tous les jours pour vous rendre soit au travail, soit à l'université. Vous devez vous identifier, justifier vos allées et venues, attendre le bon vouloir du militaire pour passer, espérer qu'il ne fasse pas trop chaud ou trop froid si l'attente se prolonge (de 15 min. à plusieurs jours dans les cas où l'accès ne vous est pas tout simplement refusé - une cinquantaine de femmes ont accouché aux check-points dans des conditions inhumaines parce que le passage de l'ambulance était interdit).

Le double enfermement des femmes

En Cisjordanie, nous avons rencontré de nombreuses associations de femmes qui se battent tous les jours contre l'occupation et

la colonisation mais aussi contre les murs qui enferment les familles dans une précarité qui accentue les contradictions internes et qui peut mener à une situation de violence domestique.

L'occupation israélienne affecte lourdement les femmes. Elles sont à la fois frappées par les atteintes faites à leur famille, perte d'un fils, d'un mari, d'un frère et aussi par les conditions d'aggravation économique dues à l'occupation. Les femmes paysannes sont discriminées de plein fouet: soit les terres sont de l'autre côté du mur et elles perdent leur moyen essentiel de survie, soit elles ne peuvent plus écouler leurs marchandises à cause des bouclages et les récoltes sont ainsi perdues. Depuis la construction du mur le taux de chômage s'est élevé à 40% chez les hommes et à 70% chez les femmes. La législation qui avait été mise en place en l'an 2000 et qui présentait des avancées pour les droits des femmes est aujourd'hui totalement négligée.

L'enfermement accentue encore les discriminations spécifiques, violences, harcèlement sexuel, et viol. L'humiliation quotidienne, le chômage et le sentiment d'impuissance ont des répercussions au sein des familles et les femmes en sont les premières victimes.

La lutte des femmes

Malgré tout, elles résistent et les nombreuses femmes actives et militantes que nous avons rencontrées sont impliquées dans de multiples projets: des mini-crédits d'entraide; des centres d'écoute pour leurs consœurs où elles leur parlent de leurs droits civiques, abordent les sujets tabous liés p.ex. à la sexualité, au contrôle des naissances, et aux mariages précoces; regroupements par villages pour préparer des manifestations, des débats et des partages d'expérience.

Nous avons décidé de soutenir financièrement le projet d'un centre d'écoute à Tulkarem dont quelques-uns des buts seront le soutien psychologique aux prisonnières politiques libérées, aux mères de famille ne sachant plus comment rassurer leurs enfants traumatisés par les nombreuses incursions militaires, mais aussi comment faire face aux multiples facettes de la violence découlant de l'occupation.

En conclusion: ces contacts avec les femmes palestiniennes m'ont permis de prendre acte des humiliations et des injustices quotidiennes que vit le peuple palestinien. Mais malgré la difficulté de la situation, je reste convaincue de l'importance de la solidarité: "Votre présence, nous disent-elles. C'est indispensable que vous soyez là; la vie est moins lourde à porter. Si nous menons une lutte commune, le mur va tomber."

Cheryne, membre de la mission femmes et du Collectif Urgence Palestine



gauche, mais ceux/celles-ci, tout d'abord muet-te-s, sont maintenant devenu-e-s invisibles.



En parallèle, cette politique cantonale répressive est en train de s'étendre aux sans-papiers. Plusieurs travailleurs et travailleuses sans-papiers, en Suisse depuis plusieurs années, ont récemment fait une demande de régularisation collective. Le Canton leur a répondu en envoyant des avis d'expulsion.

Cerise sur le gâteau, le responsable cantonal du service de la population (SPOP), s'exprimant sur les renvois forcés de requérant-e-s, a déclaré que le Canton ne s'acharnerait pas à expulser les gens et que ceux qui ne voulaient pas partir iraient simplement grossir le rang des sans-papiers.

On ne peut donc que rester perplexe devant cette politique qui a pour unique perspective de précariser encore davantage les personnes les plus affaiblies de notre société.

En six mois de lutte, le mouvement de soutien aux requérant-e-s d'asile a récolté d'innombrables soutiens, que ce soit au niveau politique, associatif, syndical ou religieux. De nombreuses tentatives de médiation ont été faites, et l'église protestante s'est récemment déclarée très inquiète du traitement réservé aux réfugié-e-s et sans-papiers. Plusieurs refuges destinés à abriter des personnes menacées ont été ouverts à Lausanne, Vevey, Payerne et Yverdon. Le Collectif Vaudois de Soutien aux Sans-Papiers a également organisé plusieurs actions (manifestation, occupation symbolique d'église) contre la politique irresponsable du Canton.

Cela n'a pas empêché le Canton de déclarer cette guerre contre des réfugié-e-s qui ont fui les persécutions, que ce soit en Bosnie, au Kosovo, en Irak, en Afghanistan, en Birmanie ou en Palestine.

Mermoud prétend avoir avec lui la « majorité silencieuse ». Voilà un bon moyen de légitimer l'inacceptable. Car il est impossible de ne pas réagir quand on l'entend déclarer la guerre à des survivant-e-s du génocide de Srebrenica, à des femmes kosovares isolées, ainsi qu'à toute-s ces réfugié-e-s qui ont dû fuir leur pays.

Impossible de ne pas réagir quand on sait qu'il y a parmi les futures victimes du Conseil d'Etat une centaine d'enfants qui ont passé quasiment toute leur vie en Suisse.

Impossible de ne pas réagir quand on veut renvoyer des personnes qui vivent avec nous depuis des années dans des régions où plane toujours le souvenir des massacres, où les coupables sont bien souvent encore en liberté.

La Coordination Asile appelle tou-te-s celles et ceux qui se sentent révolté-e-s par cette situation à la désobéissance civile. Si le Canton de Vaud veut mener la guerre aux réfugié-e-s, il nous trouvera sur son chemin.

Rendez-vous donc le 2 janvier à minuit pour le début des hostilités. Vous trouverez toutes les infos sur le site internet de la Coordination Asile www.stoprenvoi.ch ou sur www.indymedia.ch/fr

Update des procès G8 à GÈNES

En ce moment, trois procès sont en cours à Gênes:

1. Contre les manifestantEs

Le procès des 25 (+1) manifestantEs, accuséEs de « saccage et dévastation » (T'okup! 45) a repris après la longue pause d'été italienne. La fin n'est prévue qu'en 2007. Conduit avec grand soin afin qu'il puisse servir de base pour les procès à venir contre des manifestantEs identifiéEs ultérieurement, ce procès est donc particulièrement important.

2. Bolzaneto

En janvier 2005 commenceront les audiences contre 47 fonctionnaires qui ont sévi à la caserne de Bolzaneto, endroit où les arrêtéEs étaient battuEs et torturéEs. Il s'agit surtout de flics et de médecins. Un comité (www.veritagiustizia.it) appelle toutes les parties civiles à déposer plainte.

3. Diaz

Le 13 décembre 2004 le tribunal de Gênes a décidé que **l'ensemble des 28 flics** entendus dans des audiences préliminaires seront renvoyés en jugement en avril 2005 pour les faits du raid sur l'école Diaz et le média center Pascoli. Il s'agit plutôt de gros poissons, puisque la plupart proviennent des corps spécialisés dans la lutte contre le crime organisé et le terrorisme.

Bref rappel: Après deux jours de répression policière massive et brutale dans les rues de Gênes, un manifestant tué par balles et de nombreux blesséEs, la police ne pouvait compter que « peu » d'arrestations. Le raid dans les deux écoles était fruit d'une décision politique ciblée. Devait-il compenser ce bilan négatif de la part des flics?

Résultat de l'opération: les 93 personnes qui se trouvaient là arrêtées, dont 62 ont fini aux urgences (28 directement hospitalisées). Toutes s'en sont tirées avec de graves blessures et des traumatismes crâniens.



Prétexte des arrestations: association criminelle dans le but de destruction et saccage, avec comme preuve deux cocktails molotovs (re)trouvés dans la Diaz et différentes « armes » prélevées sur chantier de l'école après l'arrivée des forces de l'ordre. Les images d'une caméra de surveillance ont plus tard démontré que c'est les flics qui avaient placés toutes ces « preuves » dans l'école.

Faute de preuves, les accusations de résistance aux actes de l'autorité, agression contre agents et détention d'armes ont été abandonnées. Mais celle d'association criminelle demeure.

En juin 2004 commencent les audiences préliminaires des flics pour tabassage, faux témoignage et falsification de preuves, avec comme point central le montage des cocktails molotovs. Le procès, qui commencera le 6 avril 2006, se base sur ces mensonges avérés. Les accusations: falsification, calomnie et lésions. Toutefois, les 28 policiers seront plus au banc des accusés en raison de leur incapacité à s'inventer des preuves plausibles que pour leurs actes (arrestations abusives et massacres).

Ces inculpations ont tout de même une grande importance politique: ces fonctionnaires, dont une partie ont entretemps poursuivi leur escalade dans la hiérarchie, devront soit pouvoir prouver de manière crédible qu'ils n'étaient pas au courant de ces falsifications lors du raid, soit expliquer pourquoi ils ne les ont pas empêchées, ce qui aurait été leur devoir en tant que fonctionnaire public.

Plus généralement, il s'agira de déterminer les principales responsabilités et d'identifier les cerveaux des opérations qui ont poussé à l'état d'urgence pendant ces jours-là à Gênes.

Mais la véritable histoire de la nuit du 21 juin 2001 ne sera certainement pas mise au grand jour dans un tribunal. Les identités des 240 autres participants à la razzia sanglante de la Diaz et Pascoli ne sont toujours pas connues et trop d'inconnues entourent encore les événements des journées de protestation contre le G8 à Gênes.



Dans la plupart de ces procès, le poids des images est très important. Les accusations contre les manifestantEs se basent notamment sur des vidéos. C'est pourquoi Indymedia Italia et le Genova Legal Forum ont décidé d'utiliser les mêmes armes pour la défense (T'Okup! 46). Le travail de classement de l'énorme archive d'images et de documents est actuellement entré dans sa deuxième phase, mais il reste encore beaucoup à faire.

Pour participer:

inchiesta-g8@indymedia.org

<http://italy.indymedia.org/features/genova>

<http://italy.indymedia.org/controinchiesta.php>

FLICS ACQUITTÉS

Lors des manifestations contre le G8 d'Evian en 2003, un policier coupe la corde où sont suspenduEs deux militantEs sur le pont autoroutier de l'Aubonne.



L'un est grièvement blessé; sa compagne, retenue de justesse, devra suivre des mois de traitement psychologique.

Alors que le procès fin juin 2004 (T'Okup! 45) a vu les manifestantEs condamnés pour mise en danger de la vie des automobilistes (?!), voilà que fin octobre 2004, le juge d'instruction renonce à poursuivre les policiers, qui eux, ont bien failli tuer quelqu'un! Motif: la cause de l'accident serait la témérité dont ont fait preuve les manifestantEs. Autant dire qu'ils auraient pu sauter du pont que cela serait revenu au même!

Face à cette flagrante partialité, un important recours a été déposé contre le classement. Une procédure est également en cours pour que l'Etat assume ses responsabilités et prenne en charge les frais médicaux des deux blesséEs.

Détails, communiqués et vidéo de la bavure policière sur www.aubonnebridge.net

Dans le même registre, la chambre d'accusation de Genève vient de refuser d'inculper le policier qui a tiré deux balles marquantes sur une manifestante à la gare de Cornavin en mars 2003. Touchée au visage, elle gardera à vie des débris de projectile du FN 303, arme non-homologuée par la commission des polices suisses. Même justice pour tous?

Un recours a été déposé par la victime.

WINTERTHUR Paranoïa City

La démocratie a une nouvelle fois été suspendue en Suisse le 27 novembre. Pour empêcher une manif contre l'UDC, le centre-ville de Winterthur a été grillagé dès la veille et des centaines de policiers investissent la ville avec les moyens lourds (jeeps grillages, canons à eau). La manif est étouffée dans l'oeuf (la gare), un train en partance pour Zurich est entièrement vidé. La police annonce 250 contrôles (dont des fachos qui voulait attaquer la manif), 41 arrestations et 45 interdictions de territoire.

Depuis une année, une forte répression s'abat sur le mouvement à Winti, que ce soit lors de manif contre le WEF, d'occupations pour le logement ou la culture ou d'actions contre la nouvelle loi d'interdiction de territoire. Dans cette ville, on va jusqu'à prendre l'ADN de présumés squatters. En plus des flics, il faut de plus en plus compter avec des attaques de fachos.

Malgré tout, il y a eu quelques succès, comme l'occupation de la tour Sulzer, ou la sauvage dans l'aérial Sulzer où la police a investi un bâtiment... vide.

Une chronologie est consultable sur [indymedia suisse allemande](http://indymedia.suisse.allemagne.org) (25.11.04), avec des liens sur les communiqués et articles qui se rapportent aux événements.

SwissPost Investement SA vous convie au Grand Gala de l'Immobilier

Messieurs les administrateurs et Mesdemoiselles les secrétaires, venez fêter le premier anniversaire de l'évacuation du squat de la RiPoste à Malley. Un brillant succès pour la propriété privée!

En effet, nous avons aisément et rapidement réussi à briser les rêves de ces jeunes fous idéalistes. Vous imaginez, vivre sans payer de loyer?! Non mais qui va payer nos villas dans la riviera si tout le monde se met à agir de la sorte?!

L'opération, on s'en souvient, s'était d'ailleurs merveilleusement bien déroulée. Avec seulement une centaine de braves artisans de la Loi, nous avons réussi à remettre à l'ordre une poignée de sauvages masqués, violents, crasseux et hystériques (pour les demoiselles!).

Une fois de plus, la Justice a pris le parti du bon Droit, la plainte des squatters pour violences policières ayant évidemment été balayée par notre grand ami Monsieur le Juge d'instruction (T'Okup! 46).

Toutefois, dans notre grande bonté, nous avons retiré notre plainte. Il ne reste à ces parasites que quelques brouillilles à payer: frais de justice et d'hôpital... Ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes et aller travailler honnêtement...

Enfin, dès que cette parcelle aura atteint une valeur optimale, nous pourrons la vendre à bon prix, et y placer un fructueux flux financier à vocation commerciale et administrative pour la modique somme de 30 millions de francs (avec parking et toiture végétale, conformément à notre charte de développement durable!)

Nous nous réjouissons de vous accueillir dans le hall de notre palace autogéré, avenue césar-roux 30 à Lausanne, en la date du:

vendredi 14 janvier 2005

Banquet dès 20h, d'orchestres puis bal. Tenue correcte exigée



LE PUIITS EN PROCÈS

**4 janvier 2005 à 9h (rdv à 8h45)
Tribunal de Montbenon - Lausanne**

De mars 2003 à janvier 2004 au Rôtillon à Lausanne: concerts, expos, débats, théâtres... dans un esprit libre et convivial, en rupture avec les logiques marchandes, sexistes et hiérarchiques (T'Okup! 43)

Réaction des autorités: accès muré + amendes exorbitantes.

Est-ce un crime de faire vivre un espace de culture alternative?

On a besoin de soutien.

SATUR@tion policière à la mode lausannoise

Nous avons déjà eu droit à l'opération « Strada » qui consiste notamment à sauter à pieds joints sur les Noirs pour les étrangler sous prétexte de deal. D'autres opérations de nettoyage du centre ville ont suivi. Puis il y a eu les pressions de la municipalité pour forcer les tenanciers de bars et autres lieux nocturnes qui n'y avaient pas pensé d'eux-mêmes à garnir leur devanture d'un joli vigile. Certainement une manière pour la municipalité de gauche de relancer l'emploi. N'oublions pas non plus l'exhibition de flics anti-émeute lors de la moindre manif en faveur du logement. Le dernier avatar répressif se présente à nous sous forme de cadeau de Noël et se nomme opération « Saturo ». Toujours la même doctrine du cher commandant Hagen(b)locher: « montrer notre force pour ne pas avoir à l'utiliser ». Il s'agirait aussi de « rappeler à ceux qui le pensent que la ville n'est pas un ring de boxe » [24H 22 nov. 04]. A ce propos, nous ne pouvons que conseiller à la police de commencer à faire de la prévention à l'interne.

Mais ne nous leurrions pas. Sous couvert de prévention, le sens de toutes ces opérations est avant tout d'habituer la population - à commencer par les jeunes, qui du coup n'auront jamais rien connu d'autre - à l'omniprésence de la police et autres vigiles privés patrouillant en uniforme.

Si l'on ne veut pas calmer une situation, rien de mieux que d'agiter quelques flics ou vigiles habillés à la dernière mode sécuritaire. Toute personne saine d'esprit, calme et paisible jusque là, ne peut alors avoir qu'une envie: se révolter. Ceci d'autant plus si la police se croit obligée de faire intervenir son dispositif « Saturo » pour mettre fin à une bataille de boules de neige, comme le samedi 18 décembre devant l'Espace autogéré. Résultat: plusieurs personnes méchamment gazées. Y voyant une claire provocation policière, les personnes présentes ont rapidement estimé qu'il n'était pas intéressant d'y donner suite et l'affaire en est restée là. On peut penser que les mêmes agissements à une sortie de boîte de nuit auraient aisément provoqué une émeute. Cela permet ensuite d'exiger un renforcement du dispositif de sécurité de la part des boîtes en question ce qui ajoute du sécuritaire au commercial. Ça devient donc doublement sympa.

La police de proximité c'est quand tu te ramasses une maxi dose de spray au poivre dans la gueule à 20 cm de distance. Et pourquoi ne pas installer des commissariats dans chaque établissement public de jour comme de nuit? On se sentirait plus en sécurité, dès le matin, pour lire 117 express dans 24 heures en buvant son café. Ça pourrait s'appeler opération « Café ». Bien sûr faudrait-il le dire en latin ou en grec ancien, ça donne un vernis culturel aux basses oeuvres répressives.

Agenda

Lundi 3 janvier 2005

Inauguration du salon de thé à la Laiterie, Martherey 23 dès 16h.

Vendredi 4 janvier 2005

Le Puits en procès a besoin de soutien. RDV 8h45, tribunal de Montbenon

Vendredi 14 janvier 2005

Grand Gala de l'Immobilier (soutien à la RiPoste) à l'espace Entrée de secours (punska-VD) Bertrude Bartok (ska-Fr) Dj BamBam & Widguy



Samedi 15 janvier 2005

Bar-infos-snack contre le WEF à l'espace autogéré. Dès 21h, projection en début de soirée.

Samedi 22 janvier 2005

Manif contre le WEF à Berne.

Lundi 31 janvier 2005

Lectures-débat de la Commune. "Ni dieu, ni César ni tribun" (interview de Cornelius Castoriadis). 20h30 à l'ADC, Maupas 81, Loz. Pour recevoir le programme de la Commune: Email: lacommune@no-log.org

Samedi 12 février 2005

Concerts à l'espace Zeppo + autres

Dimanche 20 février 2005

Concerts à l'espace Vialka + Koonda Hola + Usaisa Monster

ACTIVITES REGULIERES

Lundi 16h-19h de janvier à mars

Salon de thé à la Laiterie, Martherey 23

Jeudi dès 20h

bouffe végétarienne à l'espace autogéré, César-Roux 30 (relâches pendant les fêtes, reprise le 13 janvier)

Vendredi 21h

Projections au cinéma Oblò Av. de France 9 Programme: www.oblo.ch

